

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENKEL France Opérations SAS

299 RUE PIERRE MORIN
BP 438
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : UD-R - TESSP - 25 - 365 - CID
Code AIOT : 0006103547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement HENKEL France Opérations SAS implanté 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé par l'exploitant le 17 octobre 2024 relativement au remplacement d'un groupe froid et à la suppression de 3 chaudières à gaz, remplacées par des pompes à chaleur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENKEL France Opérations SAS
- 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas

- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site HENKEL situé à Arnas (69) est spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de colles et de mastics à usage industriel. L'atelier PU (fabrication de polyuréthane) du site fabrique notamment des colles destinées à l'industrie automobile.

En exploitation depuis 1972, le site est soumis aux rubriques suivantes :

- 2661-1.a. transformation de polymères - Autorisation ;
- 3410-h. la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques (polyuréthane) - Autorisation ;
- 2662-1. stockage de polymères - Enregistrement ;
- 2915-1.a. Chauffage - Enregistrement ;
- 2910-A-2. Combustion - Déclaration contrôlée ;
- 1185-2-a. Emploi de gaz à effet de serre fluorés - Déclaration contrôlée ;
- 1532 Stockage de bois - Déclaration ;
- 1978-5. Consommation de solvants organiques - Déclaration ;
- 2925-1. Accumulateurs électriques - Déclaration.

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2009, complété par l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2022-231 fixant des prescriptions complémentaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance - Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Porter à connaissance – Divers	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Porter à connaissance – Bruit	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 5.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Porter à connaissance - Contrôles d'étanchéité périodiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales priorités concernent la mise à jour du porter à connaissance en régularisant des données relatives aux équipements frigorifiques et la résolution des non-conformités acoustiques persistantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance - Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance - Situation administrative
Prescription contrôlée : <u>Article R. 181-46 du CE</u> II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : L'exploitant a déposé, le 17 octobre 2024, un porter à connaissance portant sur les deux modifications suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. Remplacement du fluide frigorigène d'un groupe froid en vue d'une récupération de chaleur ;2. Suppression de chaudières à gaz et installation de pompes à chaleur pour le bâtiment administratif, le magasin et les vestiaires. Ces évolutions ont un impact sur la situation administrative du site. L'Inspection a présenté à l'exploitant le projet de nouveau tableau des rubriques de la nomenclature ICPE. <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 2910-A-2 - Combustion :</u> La suppression des trois chaudières à gaz entraîne une diminution de la puissance thermique totale installée, désormais de 2,025 MW. Le site demeure néanmoins classé à déclaration contrôlée (DC) pour cette rubrique. • <u>Rubrique 1185-2-a - Emploi de gaz à effet de serre fluorés :</u> Le site est actuellement classé à déclaration contrôlée (DC) au titre de la rubrique 1185-2-a depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2022, sur la base d'un volume d'activité total de 327 kg de fluides frigorigènes répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Groupe froid TRANE : 179 kg ;• Groupe froid CARRIER : 93 kg ;

- Climatisations diverses : 55 kg.

Le porter à connaissance du 17 octobre 2024 mentionne la suppression du groupe froid TRANE. L'exploitant indique par ailleurs que le groupe froid CARRIER, déclaré précédemment, était « à l'arrêt depuis longtemps » et a été retiré du site entre septembre 2022 et octobre 2025, sans qu'un porter à connaissance n'ait été déposé à cette occasion.

À l'issue de ces suppressions, le volume total de fluides frigorigènes employés sur site est de 103,4 kg, soit inférieur au seuil de déclaration (300 kg). En conséquence, le site n'est plus classé **(NC)** au titre de la rubrique 1185-2-a.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection, **sous un mois**, une mise à jour du porter à connaissance informant de la suppression du groupe froid CARRIER.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Porter à connaissance – Divers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 1.7.1

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance – Divers

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'Inspection a relevé deux incohérences dans le porter à connaissance déposé le 17 octobre 2024.

1. Remplacement du fluide frigorigène du groupe froid process

Le dossier présente des valeurs divergentes concernant la charge unitaire du nouveau groupe froid :

- 155 kg mentionnés en page 20 ;
- 200,4 kg mentionnés en page 23.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que la charge réelle de l'équipement était de 202,4 kg.

2. Suppression de trois chaudières gaz et installation de pompes à chaleur

Le dossier comporte plusieurs incohérences concernant le nombre de pompes à chaleur installées sur le bâtiment administratif (toiture ou façade) :

- Page 28 : mention de six pompes à chaleur ;
- Pages 31 et 57 : mention de cinq équipements.

En visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection la présence d'une nouvelle pompe à chaleur installée en toiture du bâtiment administratif, sans pouvoir préciser la situation des autres équipements.

L'Inspection a par ailleurs interrogé l'exploitant sur ses projets futurs de modifications, notamment le remplacement de la chaudière de l'atelier PU, évoqué à plusieurs reprises dans le dossier. L'exploitant a indiqué que ce projet est annulé et qu'aucune autre modification n'est envisagée à ce jour concernant les chaudières ou les groupes froids. Il a confirmé que la mise en œuvre des modifications visées par le présent porter à connaissance s'est déroulée correctement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection, **sous un mois**, une mise à jour du porter à connaissance comprenant :

- la capacité unitaire corrigée du nouveau groupe froid ;
- le nombre exact de pompes à chaleur installées sur le bâtiment administratif, accompagné des plans mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Porter à connaissance - Contrôles d'étanchéité périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance - Contrôles d'étanchéité périodiques

Prescription contrôlée :

Section 1 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiques et thermodynamiques

Article 1 :

Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014. [...]

Constats :

À la page 51 du dossier de porter à connaissance, il est indiqué :

« La maintenance préventive qui sera faite sur le groupe froid et sur les pompes à chaleur, ainsi que le contrôle d'étanchéité, a minima annuel, garantiront la maîtrise des risques de rejets inopinés à l'atmosphère. »

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la présence d'un équipement dont la charge est supérieure à 50 tonnes équivalent CO₂ sur le site, à savoir le MAGASIN M2 PAC. Conformément au tableau de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, les équipements dont la charge est comprise entre 50 et 500 tonnes équivalent CO₂ doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité tous les six mois,

sauf s'ils sont équipés d'un système permanent de détection de fuite conforme aux exigences des points I et II de l'article 3 du même arrêté.

L'Inspection a interrogé l'exploitant sur la fréquence de contrôle de cet équipement. Celui-ci a présenté les deux derniers CERFA de contrôle périodique, datés de février 2025 et du 10 septembre 2025. La fréquence de six mois est légèrement dépassée.

Observation : L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de respecter la fréquence du contrôle périodique sur ses équipements.

L'Inspection a également consulté le CERFA relatif à l'installation du nouveau groupe froid concerné par le porter à connaissance. Ce document n'appelle pas de remarque. Le dernier CERFA de contrôle périodique a également été examiné : il indique que la charge de l'appareil correspond à 0,28 tonne équivalent CO₂, conformément au règlement (UE) 2024/573, lequel considère désormais ce fluide comme un HFC ayant un PRP de 1,37 (cf. section 1 de l'annexe II dudit règlement).

Il est en outre précisé sur ce CERFA que la périodicité de contrôle de l'équipement est trimestrielle, ce qui est conforme à l'article 5.6 du même règlement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Porter à connaissance – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit - Respect des niveaux acoustiques

Prescription contrôlée :

Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Constats :

Une première campagne de mesures acoustiques a été réalisée en septembre 2021. Les mesures diurnes n'ont pas pu être retenues, car perturbées par des travaux environnants. Le point 6 présentait alors une non-conformité en période nocturne.

Une nouvelle campagne de mesures a été effectuée en octobre 2024 : l'exploitant déclare que le point 6 est cette fois conforme, mais qu'une autre zone de mesure présente désormais une non-conformité en émergence nocturne.

En juillet 2025, l'exploitant a fait réaliser une contre-analyse acoustique, puis a procédé au remplacement d'une pompe fin août 2025. Malgré ces actions correctives, la conformité acoustique n'est toujours pas atteinte à ce jour.

L'exploitant souligne que la situation est complexe et précise avoir sollicité un devis auprès d'un bureau d'études acoustiques pour approfondir l'analyse et identifier des solutions techniques adaptées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection, **sous un mois**, le dernier rapport de mesures de bruit réalisé sur le site.

L'exploitant se met en conformité, **sous six mois**, sur le point de mesure présentant un écart en

<p>émergence globale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>